

# Une entreprise basque doit quitter le projet de tramway dâ??apartheid israÃ©lien

## Description

Par Alys Samson EstapÃ©, The Electronic Intifada, 12 dÃ©cembre 2019



*Le projet de tramway de JÃ©rusalem est conÃ§u pour renforcer lâ??occupation militaire de JÃ©rusalem Est par IsraÃ©l. (Debbie Hill / UPI)*

Ouvriers, maires et associations de la sociÃ©tÃ© civile sâ??unissent au Pays Basque pour sâ??opposer Ã la participation de lâ??entreprise locale Ã un projet dâ??expansion du tramway colonial israÃ©lien Ã JÃ©rusalem Est occupÃ©e.

Ce projet contrevient au droit international puisquâ??il renforce lâ??emprise dâ??IsraÃ©l sur la terre occupÃ©e des Palestiniens. En y participant, CAF [constructeur ferroviaire espagnol] contribue aux graves violations des droits fondamentaux des Palestiniens.

En aoÃ»t, un consortium unissant CAF et la sociÃ©tÃ© israÃ©lienne dâ??infrastructures Saphir a Ã©tÃ© choisi par le ministÃ¨re des finances dâ??IsraÃ©l pour Ã©tendre le projet de tramway colonial, connu sous le nom de Jerusalem Light Rail (JLR).

CAF et Saphir ont remportÃ© le contrat de 2 milliards \$ pour prolonger le tramway dans davantage de colonies illÃ©gales israÃ©liennes, particuliÃ¨rement Ã JÃ©rusalem Est, et pour renforcer les moyens de transport entre ces colonies et JÃ©rusalem Ouest.

Dâ??autres multinationales avaient participÃ© aux Ã©tapes initiales dâ??appel dâ??offres du projet, dont Alstom, Siemens, Systra, Bombardier et Macquarie. Elles se sont pourtant retirÃ©es de ces appels, ne laissant que deux consortiums dans les enchÃªres.

### Ã« Hors normes Ã»

La publication commerciale israÃ©lienne *Globesa* expliquait que les autres entreprises ne sâ??Ã©taient pas Ã« officiellement retirÃ©es du processus pour raisons politiques Ã», mais a ajoutÃ© que Ã« pour la plupart des sociÃ©tÃ©s internationales de transport et dâ??infrastructures, JÃ©rusalem est hors normes Ã».

Des inquiÃ©tudes concernant le projet avaient Ã©tÃ© soulevÃ©es, non seulement par des sociÃ©tÃ©s internationales, mais aussi Ã lâ??intÃ©rieur de CAF lui-mÃªme.

En octobre, le principal comitÃ© dâ??entreprise du siÃ©ge de CAF Ã Beasain a renouvelÃ© son appel de janvier pour que CAF se retire du projet, disant quâ??IsraÃ©l veut Ã« IÃ©gitimer Ã» lâ??occupation

militaire israélienne de Jérusalem Est.

Egalement en octobre, deux syndicats de Saragosse, l'Association Indépendante et la CGT ont dit que CAF devrait se retirer du projet.

Ces syndicats représentent tous les deux les ouvriers de l'usine CAF qui devraient construire les équipements pour le JLR. Ils ont dit que le projet était un « affront aux droits du peuple palestinien ».

Le comité d'entreprise du siège de CAF à Beasain a renouvelé son opposition au projet JLR le 29 novembre, Journée Internationale de l'ONU de Solidarité avec le Peuple Palestinien. Et plus tard dans la semaine, le conseil municipal du village de Beasain a également voté une motion unanime de solidarité avec le peuple palestinien et de soutien à ses droits.



*Manifestation du 29 novembre devant la principale usine de CAF à Beasain contre l'implication de la société dans le projet de tramway de Jérusalem. (Txuri Olló)*

Lors d'un autre événement de solidarité du 29 novembre à Altsasu, en Navarre, deux maires du Pays Basque, Mikel Arregi, maire de Zestoa, et Francisco Javier Razquin Flores, maire d'Arbizu connu sous le nom de Rubio, ont appelé CAF à se retirer du projet. Leurs villages, Zestoa et Arbizu, sont jumelés avec Marda, au sud de Naplouse, et Birzeit, tous deux en Cisjordanie occupée.

### **« De forts liens de solidarité »**

Arregi a dit : « The Electronic Intifada qu'il était important que CAF, troisième grande société de notre région, ne soit pas complice de la violation des droits des Palestiniens par Israël ».

Il a dit ensuite : « Nous sommes nombreux au Pays Basque à nous tenir aux côtés du peuple palestinien et nous ne voulons pas que ce projet se poursuive. Nous nous mobilisons donc pour l'arrêter. »

Il y a fréquemment des événements pour la Palestine au Pays Basque. Le 30 novembre à Donostia, l'activiste palestinien Salah Jamal et le chef basque Zigor Iturrieta ont participé à un événement organisé par le conseil municipal du village, « Saveurs de Palestine », où l'implication de CAF dans le projet de tramway de Jérusalem a été nouveau débattu.

La semaine dernière, Sahar Francis, de l'association de défense des prisonniers Addameer, et Nidal al-Azza, de l'association de défense des droits des réfugiés Badil, ont fait une tournée au Pays Basque.

Xabier Aguirregabiria, de Sodepaz, organisation espagnole de défense des droits de l'Homme, a dit que les opposants à l'implication de CAF dans le projet resteront mobilisés « jusqu'à ce que CAF ne soit plus complice de l'occupation israélienne ».

« Il existe de forts liens de solidarité entre les peuples basque et palestinien dus à notre expérience commune de la lutte pour nos droits et notre liberté, a-t-il dit. « La société civile, les politiques et les syndicats travaillent main dans la main au Pays Basque pour s'opposer à la participation de CAF à ce projet israélien de colonisation de Jérusalem Est. »

La participation d'entreprises aux crimes du régime israélien d'occupation et d'apartheid représente une responsabilité juridique et est moralement préjudiciable. Elle peut aussi faire du tort aux affaires.

La société française Veolia a été obligée de se retirer en 2015 du même projet illégal israélien après avoir perdu des milliards de dollars d'offres internationales à la suite d'une campagne BDS internationale soutenue.

CAF doit tenir compte de la demande croissante de ses propres ouvriers et de la société civile basque et palestinienne, et se tenir du bon côté de l'histoire en se retirant de ce projet illégal.

*Alys Samson Estep est la coordinatrice des campagnes européennes du Comité National BDS palestinien (BNC).*

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

**date créée**  
2019/12/18